



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE *é*COLOGIQUE

NEWSLETTER n°15

mars 2012

Sommaire

- P 2 à 5 **Edito, par Guillaume VUILLETET, Président du PRé**
- P 5 à 11 **Une révolution démocratique, seule issue à une relance de la construction européenne**
- P 11 à 13 **Médiator, Prothèse PIP, la triste loi des séries continue.**
- P 14 **Bulletin d'adhésion**
-

Edito -

Par Guillaume VUILLETET, Président du PRé

Chers amis,

Nous avons décidé de publier cette nouvelle lettre du PRé après une éclipse de quelques mois. Celle-ci était contigüe, d'aucuns s'en souviennent, à une période particulièrement intense et fertile en termes de débats et de publications. Elle suivait aussi les premiers pas du PRé en tant que lieu d'influence politique. L'idée d'un « think tank de l'honnête gens » est la conclusion logique de notre démarche. Elle a ses gloires et ses vicissitudes.

Cette première période de la vie du PRé a donc eu sa richesse et son apport. Elle confirme l'utilité de ce que nous sommes. Depuis l'été 2011, c'est une autre réalité qui a repris ses droits : celle de la vie électorale. Nous sommes face à des échéances politiques majeures. J'y suis – et c'est le cas d'un certain nombre d'entre nous – associé à divers titres.

Me concernant, il s'agit d'une candidature aux élections législatives, avec le soutien du PS et d'Europe Ecologie les Verts, et de ma participation à l'équipe d'Eva Joly. Evidemment, cet investissement politique n'associe pas le PRé. Mais la réflexion de celui-ci n'est pas rien dans une certaine vision de la période. Je crois et j'espère que c'est aussi le cas de ceux de nos amis qui s'investissent par ailleurs.

Une conséquence d'ailleurs de cette situation est que je laisserai la plume de cet éditorial à d'autre dans la période à venir. Le PRé s'est certes constitué autour d'un noyau que j'ai réuni. Il n'est pas pour

autant l'outil d'une aventure personnelle. Il associe des personnes diverses qui n'ont pas forcément envie de s'inscrire dans celle-ci.

Alors pourquoi une nouvelle lettre, au-delà du souhait de rappeler le PRé au bon souvenir de ceux qui y sont attachés ? Peut-être parce que dans la séquence que nous vivons, il peut être utile d'avoir une analyse républicaine et écologiste de la situation. Peut être aussi l'anniversaire de Fukushima nous donne t-il l'occasion de faire le point sur une année écoulée de débat parfois surréaliste concernant la politique énergétique.

Le premier constat de la période est que la dimension environnementale peine à survivre dans un débat profondément dominé par une crise financière qui n'en finit pas de sauter de « plan de sauvetage » au suivant dit « de la dernière chance ».

D'aucuns en concluront que l'écologie est une préoccupation pour les personnes qui n'ont pas d'autres soucis. C'est une vision en trompe l'œil à plus d'un titre.

D'abord, elle fait l'impasse sur une autre donnée de l'élection présidentielle : le rejet profond du président sortant par un pays profondément abimé.

L'élection est loin d'être faite. Tant dans son résultat final que dans celui du premier tour. Mais, pour s'en tenir à la photographie de cette période, force est de constater que la stratégie erratique et

de plus en plus radicale du Président sortant ne suffit pas à le sortir du désamour dont l'accable les Français.

Son bilan est effarant et notre modèle social – certes affaibli par une longue crise – a connu là l'une de ses pires purges. Entre un soutien indécent aux plus fortunés et une casse systématique de la puissance publique, le projet mis en œuvre par Nicolas Sarkozy n'aura eu qu'une qualité : celle de sa cohérence libérale. Las, la crise du même libéralisme a provoqué la colère de nos concitoyens, une colère qui tend parfois à la fureur. Nicolas Sarkozy a certes dans une tentative de passe-passe culotée, tenté de faire oublier son bilan en le dissimulant derrière la crise mais les deux silhouettes ont trop de similitude pour qu'on ne les associe pas.

J'avais eu l'occasion d'écrire il y a quelques temps ma conviction que le nœud de cette élection se trouverait dans l'arbitrage entre la colère et la peur, un arbitrage entre une colère qui motive la sanction électorale et une peur qui provoque le repli conservateur.

C'est ce que tente visiblement Nicolas Sarkozy. L'ensemble de ses initiatives, les dérapages de ses lieutenants, tout cela tend à dégrader le débat public, augmenter sa violence, monter les Français les uns contre les autres. La crise n'ayant pas fait son office de « grande menace » ce sont les ennemis intérieurs qu'on tente de grimer ainsi.

Mais voilà, au jour d'aujourd'hui, ça ne prend pas.

Nicolas Sarkozy est habile. Il fera tout pour réussir dans cette entreprise. Il sait par ailleurs que son propre camp, en cas de défaite, se repaîtra de sa dépouille avec le soulagement d'une terreur qui s'éloigne. Il ne reculera devant rien pour inverser la tendance. Nous pouvons avoir une sorte de répulsion morale à

l'idée même qu'il y parvienne. Mais cela n'empêche pas que ce soit possible.

Et c'est aussi cela qui rend la tâche difficile à l'écologie politique dans cette période. L'électorat de gauche et écologiste est habité par le désir ardent de gagner. Ses attentions de vote sont guidées autant par des impératifs de conviction que des impératifs d'efficacité. Les estimations de votes exceptionnellement élevées en faveur de François Hollande témoignent de sa capacité à incarner cette envie. Elles traduisent aussi le souhait de nos concitoyens de ne pas rater cette étape.

Certes, il y a le contre exemple Mélenchon qui avoisine maintenant des intentions de voix proche de 10%. En fait, Jean Luc Mélenchon, avec un certain talent, réussit le même exercice que François Hollande sur la gauche radicale. Cela fait un certain nombre d'élection que le cumul des voix de la gauche radicale se situe entre 5 et 10%. Il les catalyse et reçoit là la récompense d'un pari courageux et assumé depuis son départ du PS. Terminera t-il l'élection dans cet état ? Rien n'est écrit. Jean Luc Mélenchon a tout de même une contradiction à gérer : son action n'est pas inscrite dans la perspective d'une mise en œuvre du changement. Elle demeure dans un exercice de critique radicale d'un système. Et nos concitoyens peuvent en être séduits un temps. Pour autant, c'est bien le rétablissement effectif, pratique, d'une France républicaine qu'ils souhaitent maintenant.

Les semaines qui vont suivre peuvent donc voir encore évoluer les choses. Paradoxalement, c'est le succès éventuellement annoncé de François Hollande qui donnera le plus d'oxygène au débat présidentiel.

Je ne crois pas que les problématiques environnementales et écologistes peinent à émerger aujourd'hui. Je crois qu'elles ont besoin aussi d'une certaine sérénité pour se révéler dans les sondages. Ce n'est un mystère pour personne que mon choix s'est porté sur Eva Joly. Mes vœux l'accompagnent pour cette échéance et je contribuerai à son combat.

D'autant, et il s'agit de mon deuxième points, que des thèmes majeurs ont été imposés tant par l'actualité que par le débat qui a abouti à l'accord politique entre les écologistes et les socialistes.

Les différents scandales sanitaires – comme le médiateur ou les prothèses PIP, vous pourrez lire une analyse de ces dernières un peu plus loin – ont mis en lumière la réalité de l'industrie du médicament et de sa financiarisation.

Mais il y a – bien évidemment – la discussion fondatrice concernant la politique énergétique et la filière nucléaire. L'actualité, celle de Fukushima, mais aussi l'incident de Marcoule, et les errements du chantier de Flamanville, a propulsé ce thème largement sur le devant de la scène.

Mais il est consubstantiel aussi de la crise. Le modèle économique qui a mis le monde occidental dans le mur est aussi un modèle énergétique. Ce débat a été nourri par l'accord entre le PS et EELV. Mais il s'est imposé aussi par la question du prolongement de la durée de vie des centrales, par la flambée des prix de l'essence et par les rapports qui ont mis en exergue le coût véritable du nucléaire.

Pour certains écologistes, le bilan de cette période a un goût amer. Jamais la décision de sortie du nucléaire ne leur avait paru aussi proche et la volte face finalement vertueuse d'Angéla Merkel

pouvait nourrir cet espoir. Certes... Quant à moi, je mesure surtout le pas gigantesque qui vient d'être franchi, tant dans les positions, dans l'opinion et pour l'avenir.

Peut être ai-je cette réaction de satisfaction parce que je n'ai pas toujours été sur cette position et que je peux plus facilement mesurer le chemin parcouru pour l'avoir parcouru moi-même.

J'ai été le pur produit de l'évidence nucléaire. C'est-à-dire que j'ai considéré comme des évidences les arguments d'une énergie moins chère, plus propre, plus sûre et plus indépendante.

La fiabilité, la sûreté, la propreté ont fini de s'évaporer dans les ruines de Fukushima. Qui peut croire encore que les accidents nucléaires pourraient être réservés à des systèmes dépassés comme celui de l'URSS ? Qui peut encore froidement avancer que les risques sont anecdotiques compte tenu de pseudo probabilités ? Qui peut affirmer encore que l'on peut tout prévoir ?

L'indépendance et la fiabilité se sont enfouies dans les sables du Niger et de Namibie. La France n'a plus de réserves d'uranium. L'approvisionnement de ses centrales l'expose aux risques liés aux pays qui accueillent les mines. Plusieurs de nos concitoyens sont aujourd'hui détenus en otage et les mines du Niger sont abandonnées par AREVA. Cette même quête de ressources effrénées vaut à la même AREVA de devoir affronter une catastrophe financière qui pourrait bien se muer en scandale dans l'affaire URAMIN.

Le mensonge éhonté concernant le coût du nucléaire a été mis en lumière par ceux là mêmes qui voulaient dénoncer la prétendue irresponsabilité des partisans de la sortie du nucléaire. C'est Eric Besson qui s'est lancé avec une réussite plus que relative dans la

bataille des chiffres. Ce qui l'en ressort au bout du compte, c'est que les fous furieux ne sont pas ceux que l'on croit. Depuis des années, le faible coût affiché de l'énergie nucléaire résulte soit de subventions camouflées, soit de la non-prise en compte de coûts réels. Au titre de ces coûts, on ne trouve rien moins que la maintenance et le renouvellement des centrales, le retraitement de leurs déchets.

Quant aux perspectives d'avenir, elles sont extravagantes pour le nucléaire. Le simple maintien en activité pour dix ans de centrales, qui auraient déjà du être arrêtées il y a dix ans, nécessitera à tout le moins un investissement de 150 milliards d'Euros... si tout va bien.

Et puis il ya le fameux EPR ! Ce devait être une révolution technologique. Je n'y connais pas grand-chose mais ce que m'ont expliqué des spécialistes un peu pédagogues, c'est que la principale innovation de l'EPR serait une plus grande sécurité du système. Ce que tout le monde sait en revanche, c'est que son coût est en train d'exploser et que de grandes libertés sont prises avec la qualité des travaux pour contenir ce dérapage. Un réacteur EPR devait couter à peu près 3 milliards d'Euros. On en est à 6, pour l'instant. Il faudrait une quarantaine de réacteurs pour maintenir la capacité production actuelle d'électricité nucléaire. Le calcul est vite fait.

La réalité qui s'impose, c'est que le prix du KWh nucléaire est d'ores et déjà au niveau de l'éolien et que l'écart va se creuser en faveur

de l'éolien. Une autre réalité, c'est que la filière électronucléaire française de demain va connaître le sort du charbonnage d'hier en matière de plans sociaux et de crise.

Si je vous décris avec force détails ce qui m'a renforcé dans ma conviction de la nécessité d'une sortie du nucléaire, c'est parce que je crois que ce cheminement est celui que sont en train de faire nos concitoyens à la lumière de ce débat. De l'évidence du nucléaire, nous sommes en train de passer à l'évidence qu'il faut s'en passer au plus vite. Cette évolution est considérable et le pas que permet l'accord entre EELV et le PS sur ce thème n'est que le premier.

Mais ce débat n'est pas qu'une victoire. Il laisse malgré tout de nombreux doutes à nos concitoyens. En fait, ce que nous n'avons pas réussi à prouver, c'est qu'il existait un plan B fiable et accessible.

Les scénarii établis par des associations comme mégawatt sont arrivés à un moment où le mal était largement fait. L'écologie politique excelle dans sa capacité à dénoncer de façon crédible et argumentée l'aveuglement d'un système qui va dans le mur. Elle peine à rendre audible et crédible ses solutions, et parfois à les élaborer suffisamment pour qu'elles soient ressenties comme opérationnelles.

L'intérêt général n'est pas que généralité. Il se construit sur les solutions pratiques et compréhensibles. C'est peut être notre travail d'écologiste et de républicain que de contribuer à les rédiger.

Une révolution démocratique, seule issue à une relance de la construction européenne

Les derniers événements (ratification du mécanisme européen de solidarité, conseil européen de mars,...) ne constitueront sans doute pas l'épisode le plus glorieux de la construction européenne.

L'Europe s'enlise. Elle s'enlise dans un libéralisme dont elle a totalement intériorisé l'idéologie et dans un refus de la démocratie qu'elle considère comme superfétatoire des lors qu'elle aurait à s'intéresser aux « choses sérieuses », en l'occurrence l'économie.

Plus grave, ces sommets à la chaîne et cette production normative de traités donnent l'impression de la part de l'Europe, incarnée par l'antithétique duo Merkel-Sarko, d'une course effrénée mais perdue d'avance derrière des « marchés » et des agences de notation à qui elle souhaite donner des garanties coûte que coûte.

On sait que la crise a eu le mérite de mettre à nu les carences du modèle économique et la faiblesse des institutions de la zone euro. Et il n'est pas question de contester que la construction européenne doit irrémédiablement prendre le chemin du renforcement de la gouvernance économique qui jusque là faisait cruellement défaut dans le cadre d'une union monétaire. Dont acte.

Elle doit, on le sait aussi, prôner autre chose que la rigueur et l'austérité au risque de voir le continent européen sombrer dans une récession durable. Mais elle ne doit pas aussi négliger le fait que les crises sont liées : économique, sociale et

environnementale et elle doit impérativement et réellement s'appuyer sur les peuples.

Aussi, il faut plaider pour le renforcement d'une Union européenne commandant les objectifs à long terme d'une société européenne écologiquement responsable et socialement juste, à côté d'un gouvernement économique (de la zone euro) qui sera nécessairement concentré sur la gestion à court-moyen terme. Une sorte de système de « check and balances » entre l'avenir des générations futures et les impératifs économiques à court terme.

Malgré la crise que connaît la construction européenne chacun s'accorde à penser que notre salut ne dépend que de « plus d'Europe », et certains de relever non sans ironie que ce sont les marchés qui finalement risquent de nous précipiter dans les bras d'une Europe fédérale. Et nous devrions nous en réjouir car seule l'Europe unie serait capable de faire face aux Etats-Unis, à la Chine et aux puissances émergentes pour imposer des solutions durables dans les défis climatiques, énergétiques, alimentaires et sociaux de notre monde.

Cette vision d'une Europe « rédemptrice » semble cependant aujourd'hui bien éloignée de la réalité du poids de l'Union européenne sur la scène internationale, fragilisée qu'elle est par le couperet d'une explosion de la zone euro, mais surtout en décalage réel avec les objectifs politiques que se fixe l'Europe et les moyens qu'elle y consacre.

Formuler et imposer des solutions durables nécessiterait des changements radicaux d'orientation des actuelles politiques européennes que le rapport de force politique (en défaveur des mouvements progressistes et écologistes) au PE, à la commission et dans les gouvernements européens, interdit ou en tout cas, rend difficile (ex : 18 des 27 gouvernements européens sont de droite)

Comment plaider pour l'instauration en Europe d'une taxe sur les transactions financières en composant avec l'intransigeance des britanniques sur ce sujet ?

Comment préconiser l'inclusion de clauses sociales et environnementales avec les partenaires commerciaux de l'UE sans voir les allemands trembler pour leur commerce extérieur ?

Comment convaincre de la nécessité de l'émergence d'une politique européenne de défense autonome des pays d'Europe Centrale et orientale pour qui l'alignement atlantiste apparaît comme évident et gage de sécurité devant l'hypothétique menace de leur voisin russe ?

Aussi lorsque l'Europe s'invite dans la campagne présidentielle, on se demande si la liste de bonnes intentions présentées par les candidats n'est que de l'ordre de la prophétie auto réalisatrice ou s'il y a derrière une réelle vision d'Europe et de la stratégie adaptée pour convaincre et mettre en œuvre.

Autrement dit, à quelle condition la victoire d'un ou une Présidente de gauche en 2012 en France pourrait permettre d'insuffler une nouvelle dynamique dans la construction européenne? Comment concevoir le « plus d'Europe » autrement que comme une « pensée magique » et définir une méthodologie pour en faire un

outil à long terme au service de la transformation écologique et sociale de la société.

La relance de la construction européenne sur cette voie devra nécessairement s'appuyer sur une réforme des traités -Nous lui préférons d'ailleurs une forme plus démocratique qu'une conférence intergouvernementale (ou de surcroît ou qu'un traité négocié à huis clos), mais elle devra aussi s'appuyer sur une révolution des mentalités et des pratiques. Si elle souhaite porter cette « révolution », la France devra adopter une nouvelle posture.

Une nouvelle posture européenne de la France : plus modeste mais plus fédératrice.

L'Europe s'est construite pas à pas dès lors que les Etats arrivaient à faire converger leurs intérêts. A 27 Etats membres, la voie vers des compromis gagnant-gagnant est plus délicate à trouver. Depuis le traité de Nice en 2002, l'Europe est en panne, embourbée dans la pesanteur de sa gouvernance institutionnelle et dans l'absence de leadership.

Alors bien sûr si réformes des traités il doit y avoir, ceux-ci doivent permettre de toujours plus favoriser le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil, permettre l'émergence de l'« opt-out » se substituant au droit de veto. Mais surtout le Conseil européen doit tracer des perspectives pour l'Europe et la France jouer un rôle d'impulsion. Or l'image de la France (et donc sa capacité de négociation et de conviction) sortira écornée de l'arrogante présidence de Nicolas SARKOZY qui aura donné l'impression à de toujours vouloir tirer la couverture à lui.

Le (ou la) nouveau (ou nouvelle) président-e- devra appliquer le B-A BA des règles du petit négociateur :

- 1) se concentrer sur les intérêts en jeu et non sur les positions ;
- 2) imaginer des solutions procurant un bénéfice mutuel avant d'arriver à un accord
- 3) Bien définir la marge de négociation dont dispose la France pour mettre en œuvre une véritable stratégie d'influence (plus fine) à contre pied de sa politique de puissance traditionnelle.
- 4) s'imposer comme méthode d'identifier clairement les objectifs européens français et de faire primer l'influence effective sur les enjeux symboliques.
 - Pour prendre un exemple, la France a-t-elle réellement « intérêt » à se s'arc-bouter sur la présence du parlement à Strasbourg qui crispe l'ensemble des délégations et n'aurait-elle pas intérêt à abandonner cet enjeu symbolique au privilège d'autres enjeux sociaux par exemple.
 - Est-ce réellement de l'intérêt de français que de freiner le virage environnemental que la politique agricole commune se doit de prendre ? L'intérêt des français et de nos agriculteurs ne se trouve-il pas plutôt au carrefour entre souveraineté alimentaire, consommation durable, et environnement préservé et non dans le maintien d'une agriculture intensive subventionnée, et donc prodigieusement couteuse.

La France devra s'inventer une nouvelle posture pour permettre de dessiner les contours d'un projet ciblé, crédible pour l'Europe. Les

chances de succès dépendront aussi de la capacité des citoyens d'adhérer à ce projet.

Une révolution démocratique de la techno structure bruxelloise, non seulement par conviction mais aussi par pragmatisme.

L'Union européenne doit concilier impératif d'efficacité et besoin de légitimité. L'Europe s'est construite sur le postulat selon lequel l'intégration européenne était un processus continu où l'on passait d'une thématique d'intégration à une autre. Cette dynamique est enrayée et il nous faut lui en substituer une autre : Peut-on imaginer que la révolution démocratique puisse constituer le fer de lance de la construction européenne ?

Cette révolution démocratique que nous appelons de nos vœux ne doit pas être conçue comme un exercice incantatoire mais comme un impératif pragmatique. Nous ne devons pas y chercher une **légitimation de la décision** des 'despotes éclairées' qui composent nos institutions bruxelloises mais une **mobilisation pour l'amélioration de la mise en œuvre de décisions européennes**. Autrement dit, parions sur le fait que la décision sera meilleure si le citoyen a été consulté et qu'elle sera mieux appliquée, si celui-ci y a adhéré.

L'accusation de déficit démocratique au sein des institutions européennes est récurrente, pourtant elle n'a jamais été traitée de manière convaincante et ne s'est traduite en définitive que par des maxi 'plans de communication', comme s'il suffisait d'éclairer le citoyen européen des lumières bruxelloises pour leur faire prendre conscience de l'évidence européenne. Cela démontre à quel point la technocratie européenne est profondément convaincu d'agir

pour le bien des peuples d'Europe et incapable de produire une autocritique de l'organisation et du fonctionnement de l'UE.

De quoi souffre la bureaucratie européenne ? De s'être volontairement mise -hors sol- pour ne pas être rattrapée par l'intérêt particulier des Etats mais elle n'a sans doute pas songé à la nécessité de se prévaloir de l'influence des lobbies. Il est inconcevable de penser que les groupes d'experts qui conseillent la Commission européenne sur les politiques du secteur financier sont sous l'emprise des représentants des banques, des assurances, des fonds spéculatifs, etc. L'Union européenne contrevient ainsi à l'article 9 de son propre Traité, qui parle du « principe de l'égalité de ses citoyens, qui bénéficient d'une égale attention de ses institutions »

Retisser le lien avec les citoyens tout en rompant avec les lobbies doit être un leitmotiv et susciter :

- Un rapprochement des institutions du terrain
- Une innovation en matière de participation
- L'émergence d'une démocratie sociale européenne
- Le développement d'un accès réel de la société civile aux Institutions européennes,

Le parlement : pierre angulaire de la démocratie européenne.

Le renforcement des pouvoirs du parlement européen est souvent présenté comme le passage obligé pour renforcer la démocratie au sein des institutions tant il est vrai que la décision donne l'impression d'être captive d'une commission sans légitimité et d'un conseil européen prisonnier des intérêts étatiques. Cette « impression » ne reflète pas complètement la réalité car

effectivement les différents traités ont progressivement étendu les domaines relevant de la codécision (aujourd'hui appelé procédure législative ordinaire) mais il est révélateur de noter que sur les principales compétences de l'UE, le parlement est encore tenu à l'écart : La politique commerciale commune lui échappe encore en partie malgré les nouveaux pouvoirs qui sont les siens depuis le traité de Lisbonne et, pourtant, si l'on songe à l'impact du commerce mondial sur la vie quotidienne, le parlement européen devrait avoir à se mêler davantage des choix opérés dans l'Union européenne et en répondre devant les citoyens qu'ils représentent.

En tant qu'instance formée d'élus du peuple elle devrait pouvoir aussi encadrer les missions de la Banque centrale européenne en veillant à ce qu'elle respecte dans ses prérogatives les dimensions sociale et environnementale.

Une « Europe des résultats » oui.....mais au service du modèle social européen.

L'Europe, quand elle le veut, sait être redoutablement efficace si on la juge par exemple à l'aune de son action « en faveur » du droit de la concurrence. Il n'y a dans ce domaine pas d'arsenal législatif plus complet, d'action publique mieux outillée, de politique plus interventionniste. Il faudra transposer cette efficacité au service du modèle social afin de permettre que la diversité de l'Union provoquée par l'élargissement devienne un atout et non un espace de mise en concurrence des territoires et des salariés.

L'UE devrait travailler entre autres à :

- L'établissement d'un revenu minimum d'existence financé par chaque État membre. A contrario, l'idée d'un salaire maximum pourrait s'imposer aussi au niveau européen.
- La définition d'un cadre davantage protecteur pour les services publics notamment sociaux.
- Imposer un plancher d'objectifs minimaux quantifiés de dépense sociétales pour les États membres en pourcentage de PIB (par exemple pour les dépenses d'éducation, de santé, de politiques familiales -sachant qu'un des principaux handicaps de l'Europe est son vieillissement).
- Exiger que tous les travailleurs soient protégés au travers de conventions collectives et/ou de la législation assurant l'égalité de traitement
- Protéger les travailleurs migrants (la reconnaissance mutuelle de l'adhésion syndicale, le salaire égal pour un travail égal sur base du principe du pays d'accueil, l'information sur les droits des travailleurs migrants dans le pays d'accueil).
- Et bien sur une politique fiscale commune pour les pays de la zone euro et/ou harmonisée dans l'ensemble de l'UE.

La définition de nouvelles priorités visant à la transformation écologique de l'économie et de la société

Nous souhaitons en finir avec l'Europe subie et permettre l'affirmation d'une Europe voulue. L'Europe doit cesser de n'être que l'« Empire de la norme » qui caricature son action et désespère ses défenseurs. Il y a fort à parier que les citoyens européens se retrouveraient autour d'objectifs donnant un sens nouveau à la construction européenne.

- Le développement des énergies renouvelables, les questions de dépendance énergétique, de sûreté technologique (rappelons qu'il ya 146 centrales nucléaires en activité dans l'UE) sont par nature à traiter à l'échelle du continent.
- La reconversion industrielle/ ré industrialisation concernent les travailleurs européens.
- La politique de transport durable (le pendant du principe de libre circulation des marchandises).

Reste la question du financement ? Hormis le fait qu'il faille lever un impôt européen (ou en tout cas que l'UE bénéficie de ressources propres) il convient de noter qu'aujourd'hui les principaux postes de dépenses du budget européen sont impopulaires et/ou incompris et /ou inefficaces :

Les gros chèques versés à quelques agriculteurs donnent le sentiment d'un dispositif à deux vitesses et en ce qui concerne la politique dite « régionale » le mythe d'une Europe du sud (Espagne, Portugal, Grèce) rattrapant son retard grâce aux miracles des fonds structurels a été balayé par l'effet révélateur de la crise de l'Euro. Le miracle (ou mirage) était en réalité davantage du à un dumping fiscal ou social ou à des bulles spéculatives.

Là où elle devrait réglementer, l'Europe applique une logique de guichet insuffisante et infructueuse. Là où elle devrait financer des infrastructures, inciter, ... l'Europe renvoie à la responsabilité des États.

Si l'on sombre exagérément dans le pessimisme on peut légitimement se demander si les crises successives que connaît l'Europe ne font pas que précipiter le vieux continent dans la catégorie des puissances de second rang. Faut-il alors se résoudre

à considérer que la construction politique de l'Europe n'aurait été qu'un sursaut dans un processus historique de déclin amorcé au lendemain de la 1ère guerre mondiale. Il faut espérer que non car si l'Europe fut la cape dans laquelle se sont drapés les Etats

Médiator, Prothèse PIP, la triste loi des séries continue.

Un an après le scandale du Médiator, nous voici de nouveau dans une affaire sanitaire tout aussi honteuse : celle des prothèses PIP. Il ne s'agit pas de coïncidences, que ce soit le Médiator ou la prothèse PIP, il s'agit bien d'une négligence organisée. Il y a urgence à réformer le système de contrôle et de gouvernance sanitaire en place.

Souvenons-nous, l'affaire du Médiator a révélé que nos agences de surveillance ne surveillaient rien du tout, et que les VRP des groupes pharmaceutiques, les dits « visiteurs médicaux » avaient presque autorité sur les médecins de France.

Aujourd'hui, même s'il s'agit d'implants esthétiques, le scandale actuel des prothèses PIP défectueuses révèle un autre aspect du dramatique laissé aller sanitaire français car même avec des faux seins on peut empoisonner une population toute entière.

Elles sont aujourd'hui environ 30 000 femmes en France à porter des prothèses PIP défectueuses, des prothèses qui se rompent 2 fois plus que la norme, remplies d'un gel non homologué et contenant des particules classées dangereuses. Jean-Claude Mas, le patron de PIP a reconnu avoir remplacé sciemment le gel des prothèses pour faire des économies, et il a admis avoir trompé les organismes de certification en leur donnant de faux documents.

européens pendant des décennies pour libéraliser leurs économie, elle reste la construction politique qui se rapproche le plus du projet de paix perpétuelle énoncé par Kant.

C'est affreux, mais il y a pire encore.

Les organismes de certification, que certifient-ils au juste ? Ils certifient dans le cas de ces prothèses que ce qui est marqué sur le papier est bien... marqué sur le papier. Ils ne font ni tests ni analyses. Jean-Claude Mas a pu ainsi très facilement mentir sur les formulaires.

C'est affreux mais il y a pire.

Certes il ya des normes à respecter pour les prothèses mammaires. Elles doivent contenir tel type de gel, leur enveloppe doit être de telle matière... ce qui permet à leur fabricant d'afficher un très joli CE sur les paquets. Mais cela s'arrête là. Personne ne demande aux fabricants de prouver que les composants de la prothèse ne présentent pas de risque pour la santé. Et c'est le cas pour 20% des prothèses tous types confondus, et finalement cela signifie que potentiellement on peut implanter n'importe quoi sans aucun contrôle dans un corps. Ainsi, le parton de PIP a fabriqué du matériel prosthétique défectueux, et ce dans la plus grande facilité. Un jeu d'enfants.

C'est affreux mais il y a pire.

Les prothèses ne sont pas posées par n'importe qui, mais par des chirurgiens, des praticiens qui sont au plus près du produit et qui le manipulent. Certains n'étaient pas satisfaits, l'aspect, et les textures ne leurs semblaient pas standard et ils ont pu convaincre leurs administrateurs de passer commande chez d'autres fabricants. D'autres praticiens, s'ils ne se sont pas doutés, ont été confrontés aux ruptures de prothèses et ont dû réimplanter. Malheureusement, à l'ère de la toute puissance des communications, ces informations se perdent dans des tuyaux qui ne mènent nulle part. Jean-Claude Mas a pu vendre ses prothèses frauduleuses bien tranquillement.

C'est affreux, mais il y a pire encore.

Des praticiens se doutaient, et les autorités sanitaires savaient. Le premier rappel de ces prothèses frauduleuses a eu lieu en mars 2010. Et ce n'est qu'aujourd'hui près de 2 ans plus tard que les 30 000 patientes sont convoquées pour le retrait chirurgical des poches défectueuses. Jean-Claude Mas a donc pu continuer son trafic pendant 2 ans en toute impunité. L'Etat quand à lui n'a prévu que de rembourser le retrait des prothèses pas leur remplacement. Ces 30 000 femmes en plus d'avoir été exposées à des substances dangereuses, seront donc lâchement mutilées.

C'est affreux, mais il y pire.

Nous ne sommes pas le seul pays touché par cette fraude sanitaire, car la fabrique de Jean-Claude Mas n'était pas petite et tournait à plein. Aujourd'hui l'OMS rappelle environ ½ million de prothèses PIP dans le monde.

C'est affreux, et cela peut toujours être pire. Et cela le sera avec un autre produit de santé, peut-être plus dangereux, c'est inévitable, car notre système de surveillance est une passoire à monstruosité. Le seul diagnostic à poser est celui-ci : il faut changer le système en place.

Et il ya beaucoup de choses à faire, et des emplois à créer également.

La première est de se doter de véritables laboratoires de contrôles, qui testent les produits et analysent leur contenu pour que mentir sur un formulaire ne soit plus si facile. Il faut aussi créer de vraies agences de sécurité sanitaire, qui exigeront que n'importe quel objet implanté dans un corps humain, tout comme n'importe quel médicament ingéré, ou nouvelle molécule mise sur le marché ne présente pas de risque pour la santé humaine ou l'environnement. Enfin, ces agences doivent être adossées à une recherche publique forte au sein des universités, et au sein des hôpitaux publics. Nous voyons bien que nous ne pouvons pas laisser les innovations se faire uniquement dans le secteur privé et c'est pourtant le laisser faire actuel. Le niveau de la recherche publique doit être augmenté afin de disposer d'experts indépendants, qui puissent nous dire si un produit peut-être mis sur le marché de la santé ou non.

Le second chantier à ouvrir est celui de l'informatisation des données médicales des patients. Les médecins recueillent des informations inestimables auprès des patients sur leur santé et sur le déroulé des traitements. Il est impossible de prévoir les effets à

très long terme des médicaments, car ces études ne sont pas réalisables. Mas ces données existent, il faut aller les chercher au bon endroit. Tout en garantissant la sécurité de ces données, il faut moderniser coûte que coûte le système d'information médicale, pour avoir accès à ces informations. Si nous avions eu un tel système en place, nous aurions gagné des années sur l'affaire du Médiator par exemple.

Le troisième chantier est celui de la gouvernance de la santé publique. Les réformes mises en place, notamment celle de l'hôpital publique sous le gouvernement Sarkozy est une

catastrophe. Ces réformes sont issues des cogitations de nos incompetents ministres qui se succèdent, tous comme les scandales. Leur plus brillante réforme ? Mettre à la tête des décisions de santé publiques des gens comme eux, des administrateurs et des comptables qui n'y connaissent rien en matière de santé, de médecine, de science. C'est une erreur dramatique. Cela explique que l'hôpital public malgré les alertes de ces chirurgiens choisisse plutôt le marché des prothèses PIP parce qu'il moins cher que le concurrent. C'est un hôpital qui demain fermera ses portes aux maladies dites non rentables, qui mettra un quota d'accès remboursé aux urgences... Cela peut toujours être pire, mais si rien ne change, nous pourrons êtres sûrs du pire.



Bulletin d'adhésion au PRÉ

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

E-mail :

Déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

Le :

Signature :